



FICHE DE RENSEIGNEMENTS à remplir par LE CANDIDAT LOCATAIRE

TYPE DE LOCATION RECHERCHEE ET LIEUX :

DATE SOUHAITEE D'ENTREE DANS LES LIEUX :

RENSEIGNEMENTS	CELIBATAIRE	CELIBATAIRE
	EPOUX - CONCUBIN	EPOUSE- CONCUBINE
NOMS : ----->		
Prénoms : ----->		
Né(e) le : ----->		
à : ----->		
Adresse actuelle : ----->		
Numéro de téléphone : ----->		
Adresse E-mail ----->		
Profession : ----->		
Depuis le : ----->		
Employeur actuel (et adr.) --->		
Montant revenus mensuels ->		
- Salaire :		
- Allocations familiales :		
- Autres :		

SITUATION DE FAMILLE : marié veuf divorcé célibataire concubin (1)
Nombre d'enfants à charge :âges :

N° allocataire : **MSA** **CAF** N°:

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT VOTRE HABITATION ACTUELLE :

Nom et adresse du propriétaire ou du gérant :

Loyer ou remboursement mensuel :

Appartement ou maison : loué(e) acheté(e) depuis le :

Raison du départ :

PIECES A FOURNIR IMPERATIVEMENT (photocopies) : Voir au verso de la présente fiche

Cf : Décret n° 2015-1437 du 5 novembre 2015 paru au J.O du 7 novembre 2015

INFO : Si votre dossier n'est pas retenu, les pièces justificatives seront à votre disposition pendant 1 mois. Passé ce délai, les documents seront systématiquement détruits.

La présente fiche ne constitue pas un engagement de la part du propriétaire et de son gérant, lesquels se réservent le droit de lui donner la suite qu'ils jugeront utile sans avoir à donner les motifs de leur refus éventuel.

A RETOURNER AVEC PIECES A FOURNIR

à SOGEPRIM SA
9, Avenue Carnot
25000 BESANCON
Tél. 03-81-50-05-09
Fax 03-81-50-66-22
besancon@sogeprim.fr

Le(s) soussigné(s) certifie(nt) l'exactitude des renseignements portés ci-dessus.

A.....Le.....
SIGNATURE précédée de la mention « LU ET APPROUVE »

1) Rayer les mentions inutiles.

- **Une pièce justificative d'identité en cours de validité, comportant la photographie et la signature du titulaire parmi les documents suivants :**
 1. Carte nationale d'identité française ou étrangère.
 2. Passeport français ou étranger.
 3. Permis de conduire français ou étranger.
 4. Document justifiant du droit au séjour du candidat à la location étranger, notamment, carte de séjour temporaire, carte de résident, carte de ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

- **Une seule pièce justificative de domicile parmi les documents suivants :**
 1. Trois dernières quittances de loyer ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et charges.
 2. Attestation d'élection de domicile établissant le lien avec un organisme agréé au titre de [l'article L. 264-2 du code de l'action sociale](#) et des familles.
 3. Attestation sur l'honneur de l'hébergeant indiquant que le candidat à la location réside à son domicile.
 4. Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale.

- **Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants :**
 1. Contrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essai.
 2. L'extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.
 3. L'extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan.
 4. La copie du certificat d'identification de l'INSEE, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant.
 5. La copie de la carte professionnelle pour une profession libérale.
 6. Toute pièce récente attestant de l'activité pour les autres professionnels.
 7. Carte d'étudiant ou certificat de scolarité pour l'année en cours.

- **Un ou plusieurs documents attestant des ressources parmi les documents suivants :**
 1. Le dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.
 2. Trois derniers bulletins de salaires.
 3. Justificatif de versement des indemnités de stage.
 4. Les deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour les professions non salariées.
 5. Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.
 6. Attestation de simulation établie par l'organisme payeur ou simulation établie par le locataire relative aux aides au logement.



FICHE DE RENSEIGNEMENTS à remplir par LA CAUTION SOLIDAIRE

RENSEIGNEMENTS	CELIBATAIRE EPOUX - CONCUBIN	CELIBATAIRE EPOUSE- CONCUBINE
NOMS : →		
Prénoms : →		
Né (e) le : →		
à : →		
Adresse actuelle : →		
Numéro de téléphone : →		
Adresse E-mail →		
Profession : →		
Depuis le : →		
Employeur act. et adresse) →		
Montant revenus mensuels →		
- Salaire :		
- Allocations familiales :		
- Autres :		

SITUATION DE FAMILLE : marié veuf célibataire concubin divorcé ⁽¹⁾

Nombre d'enfants à charge :âges :

Lien de parenté avec le futur locataire :

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT VOTRE HABITATION ACTUELLE :

Nom et adresse du propriétaire ou du gérant :

Loyer ou remboursement mensuel :

Appartement ou maison : loué(e) acheté(e) depuis le :

PIECES A FOURNIR IMPERATIVEMENT (photocopies) : Voir au verso de la présente fiche

Cf : Décret n° 2015-1437 du 5 novembre 2015 paru au J.O du 7 novembre 2015

INFO : Si votre dossier n'est pas retenu, les pièces justificatives seront à votre disposition pendant 1 mois. Passé ce délai, les documents seront systématiquement détruits.

A RETOURNER AVEC PIECES A FOURNIR .

SOGEPRIM
9, Avenue Carnot
25000 BESANCON
☎ 03-81-50-05-09
Fax 03-81-50-66-22
besancon@sogeprim.fr

Le(s) soussigné(s) certifie(nt) l'exactitude des renseignements portés ci-dessus.

A.....Le.....
SIGNATURE précédée de la mention « LU ET APPROUVE »

(1) Rayer les mentions inutiles.

- **Pour les cautions personnes physiques, une pièce justificative d'identité en cours de validité, comportant la photographie et la signature du titulaire parmi les documents suivants :**
 1. Carte nationale d'identité française ou étrangère ;
 2. Passeport français ou étranger ;
 3. Permis de conduire français ou étranger ;
- **Pour les cautions personnes morales les deux justificatifs :**
 1. Extrait K bis original de moins de trois mois de la société ou les statuts ou toute autre pièce justifiant de l'existence légale de la personne, faisant apparaître le nom du responsable et l'adresse de l'organisme ainsi que la preuve qu'une déclaration a été effectuée auprès d'une administration, une juridiction ou un organisme professionnel.
 2. Justificatif d'identité du représentant de la personne morale figurant sur l'extrait K bis ou les statuts.
- **Une seule pièce justificative de domicile parmi les documents suivants :**
 1. Dernière quittance de loyer.
 2. Facture d'eau, de gaz ou d'électricité de moins de trois mois.
 3. Attestation d'assurance logement de moins de trois mois.
 4. Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale.
- **Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants :**
 1. Contrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et le cas échéant la durée de la période d'essai.
 2. L'extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.
 3. L'extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan.
 4. La copie du certificat d'identification de l'INSEE, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant.
 5. La copie de la carte professionnelle pour une profession libérale.
 6. Toute pièce récente attestant de l'activité pour les autres professionnels.
- **Un ou plusieurs documents attestant des ressources parmi les documents suivants :**
 1. Dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.
 2. Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.
 3. Trois derniers bulletins de salaires.
 4. Les deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour les professions non salariées.
 5. Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.
 6. Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.

ATTESTATION DE L'EMPLOYEUR

Nous soussignés, (nom, prénom, qualité)*,

déclarons par la présente que Monsieur (Madame, Mademoiselle)**.....

est salarié(e) de la société (dénomination, siège)*.....

depuis le* / / .

pour un salaire net annuel de * €

au titre d'un **contrat de travail** :

- à **durée indéterminée****
- à **durée déterminée**** (date de début et de fin de contrat)*
- nouvelle embauche** ** (date de début et de fin de contrat)*
- autres cas** -à préciser ** (date de début et de fin de contrat)*

et qu'il (elle)** ne se trouve actuellement ni en période d'essai, ni en préavis de licenciement ou de démission,

Fait à le / / pour valoir et servir ce que de droit.

Signature obligatoire

Information sur l'attestation de l'employeur

L'attestation d'employeur doit être datée de moins de 30 jours et préciser la nature du contrat ainsi que la situation au regard d'une éventuelle période d'essai ou d'un éventuel préavis de démission ou de licenciement, la date d'embauche et le montant du salaire.

* mention obligatoire

** rayer la mention inutile

ATTESTATION DE PAIEMENT DES LOYERS

(A faire compléter par votre propriétaire ou son représentant)

Je soussigné,

Nom :

Demeurant :

Téléphone (pour contact éventuel) :

Propriétaire ou gérant du logement sis :

.....

Certifie que Mlle Mme Mr

Locataire(s) depuis ledu logement ci dessus référencé

S'est (se sont) **TOUJOURS REGULIEREMENT ACQUITTE(E)(S)** du loyer et des charges attachés à cette location

S'acquitte(nt) **REGULIEREMENT** du loyer et des charges attachés à cette location

Règle(nt) **IRREGULIEREMENT** le loyer et des charges attachés à cette location

Il(s) est (sont) à la date du :à jour de tout paiement

N'est (ne sont) pas à jour, reste(nt)redevable(s) de

Montant du loyer mensuel : €

Montant des charges :€ (eau comprise chauffage compris)

Montant du droit APL ou AL (si versé au propriétaire) :€

Fait à

Le

Signature et cachet du propriétaire
ou de son représentant

Observations éventuelles :

Informations sur le justificatif de domicile

Taxe foncière si le candidat locataire est propriétaire ou 3 dernières quittances de loyer s'il est locataire.
S'il est hébergé à titre gratuit, attestation d'hébergement plus 3 dernières quittances de loyer ou taxe foncière selon que la personne qui l'héberge est locataire ou propriétaire.

ACTE

--

ACTE DE CAUTION SOLIDAIRE

Articles 2011 à 2039
Du CODE CIVIL
Article 22-1
Loi 89-462
Du 6 juillet 1989
Article 23
Loi 94-624
Du 21 juillet 1994

JE SOUSSIGNE :

M.....
né(e) leà
demeurant à.....
.....
déclare avoir participé EN TANT QUE CAUTION à la négociation et à la signature de
l'acte suivant :

NATURE DE L'ACTE

CONTRAT DE LOCATION

concluentre :

M
locataired'une part
et M
Bailleurd'autre part
représenté par son mandataire : **SOGEPRIM –**

RAPPEL DES PRINCIPALES CONDITIONS DE LA LOCATION

Appartement – Maison – Local – Commerce(1)
sis à
adresse
DUREE DE LA LOCATION :années éventuellement renouvelables ou reconduites prenant effet
le
loyer mensuel initial :révisable
chaque année selon l'indice de référence des loyers.
provision mensuelle pour charges :

DECLARATION DE LA CAUTION

Je déclare me porter caution solidaire des engagements pris par M
dans l'acte ci-dessus défini et m'engage à garantir la satisfaction de toutes ses obligations, sans bénéfice de
discussion, pour le paiement de toutes sommes, loyers éventuellement révisés, Indemnités, charges,
réparations, frais éventuels de procédure et plus généralement de tout ce qu'il pourrait devoir en vertu de
l'acte précité.

le présent cautionnement est donné pour une durée de **NEUF ANNEES**.

Je déclare avoir reçu un exemplaire original précité et être ainsi totalement informé de la nature et de la
portée de mon cautionnement et de l'étendue de mon obligation.

(1) Rayer les mentions inutiles

MENTION MANUSCRITE DU SOUSSIGNE :

JE LE CONFIRME en recopiant de ma main la mention ci-après :

*Bon pour caution solidaire de toutes les sommes, loyers, indemnités, indemnités d'occupation, charges, frais de réparation et de procédure qui pourraient être dus par M.....en vertu de l'acte précité dont je déclare avoir reçu un exemplaire, le loyer initial étant fixé à (**montant du loyer hors charges à écrire en toutes lettres**)*

révisable chaque année selon variation de l'indice de référence des loyers.

Je déclare parfaitement connaître la nature et l'étendue de l'obligation que je contracte et avoir été informé que lorsque le cautionnement d'obligations résultant d'un contrat de location conclu en application de la loi du 21 juillet 1994 ne comporte aucune indication de durée ou lorsque la durée du cautionnement est stipulée indéterminée, la caution peut le résilier unilatéralement. La résiliation prend effet au terme du contrat de location, qu'il s'agisse du contrat initial ou d'un contrat reconduit ou renouvelé au cours duquel le bailleur reçoit notification de la résiliation.

Article 22-1 alinéa 1 de la loi du 6 juillet 1989 : Lorsque le cautionnement d'obligations résultant d'un contrat de location conclu en application du présent titre ne comporte aucune indication de durée ou lorsque la durée du cautionnement est stipulée indéterminée, la caution peut le résilier unilatéralement. La résiliation prend effet au terme du contrat de location, qu'il s'agisse d'un contrat initial ou d'un contrat reconduit ou renouvelé, au cours duquel le bailleur reçoit notification de la résiliation.

SIGNATURES

Fait àle.....
en 1 exemplaire

LA CAUTION

Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

LE CREANCIER ou son MANDATAIRE

Signature précédée de la mention
« lu et approuvé, caution acceptée »